

# Les cahiers de la compétitivité

(PUBLICITE)

## Enjeux de la Sécurité

### L'explosion d'un marché stratégique

Face au besoin croissant de sécurité, des solutions adaptées se développent dans tous les secteurs : technologies, industries, services, télécommunications... Ce marché de la « sécurité globale » est promis à un bel avenir : son chiffre d'affaires est amené à progresser de 15% par an sur la prochaine décennie.

**A**ttentats de New-York en 2001, puis de Madrid et de Londres, émeutes en banlieue, surmédiation d'événements tragiques de par le monde et sur le territoire national... Les catastrophes et faits divers du début du siècle ont attisé la montée du sentiment d'insécurité. Un sentiment entretenu par l'émergence de risques jusqu'alors peu préhensibles : nouvelles formes de violences urbaines, diversification des réseaux criminels, actes terroristes épars, menaces physiques contre des entreprises, leurs personnels et leurs données sensibles. La confrontation brutale entre ces nouvelles menaces et les opinions publiques a porté à un niveau international tout le secteur de la sécurité, qui a dû faire face à l'explosion de la demande entretenue par les gouvernements, les entreprises et les particuliers. De leur côté, les Etats ont décidé de revoir à la hausse leurs budgets. Pour sa sécurité intérieure en 2007, la France a déboursé 15,68 milliards d'euros (8,19 pour la police et 7,48 pour la gendarmerie). A titre de comparaison, le budget des Etats-Unis gravite autour des 40 milliards de dollars.

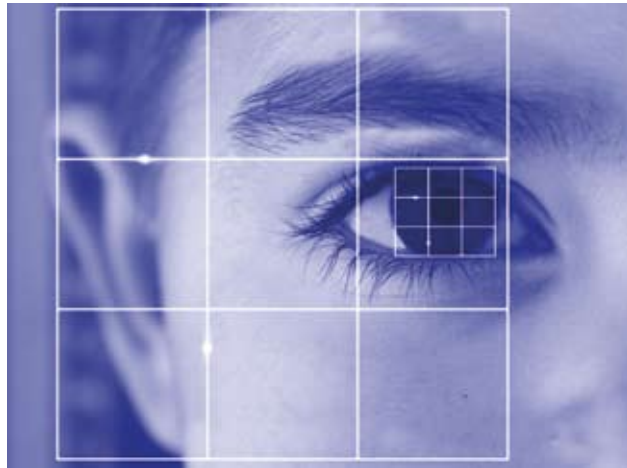
#### Un marché porteur aux multiples facettes

Dans son étude annuelle « Atlas 2007 », la société *En toute sécurité*, qui analyse les résultats des entreprises du secteur depuis 1988, estime qu'au niveau mondial, le marché de la sécurité a atteint les 325 milliards d'euros en 2005 (dont 145 milliards pour les Etats-Unis et 100 milliards pour l'Europe). Ce marché colossal est promis à

un bel avenir : sa croissance sur les prochaines années est estimée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) autour de 8% par an. La spécificité du secteur est de réunir un grand nombre d'activités, tant dans la protection physique des biens et des personnes (gardiennage, télésurveillance, alarme, protection rapprochée, sécurité incendie...) que dans la conception de matériels (portiques de sécurité, équipements blindés, armes, serrurerie...). En outre, les évolutions sociétales ont fait émerger de nouvelles activités, comme la biométrie, en raison du renforcement des conditions de circulation des passagers aériens et du contrôle accru des marchandises dans les ports. C'est aussi le cas pour la sécurité informatique, la formation des personnels, le conseil, la prévention des risques industriels et environnementaux, la vidéosurveillance et, enfin, l'intelligence économique.

#### La France en mal de champions nationaux

En France, le chiffre d'affaires total des entreprises du secteur est estimé par *En toute sécurité* à 16,2 milliards d'euros – des entreprises contrôlées à plus de 40% par des sociétés étrangères. « La structuration du marché s'est opérée dans les années 90, explique Patrick Haas, le fondateur d'*En toute sécurité*, une décennie pendant laquelle les grands groupes se sont constitués, notamment en Europe et aux Etats-Unis. En France, tous les



leaders ont été rachetés par des groupes étrangers, à tel point qu'aujourd'hui, il n'y a plus un seul leader français sur le marché. Protec, dans le gardiennage, a été absorbé par le suédois Securitas, Sicli, le leader de la sécurité incendie, par l'anglais Chubb, etc. Les mêmes mouvements ont été observés pour les entreprises de dimension internationale dans les systèmes d'alarme et la télésurveillance... ». Car le marché recouvre des réalités différentes. « La croissance du secteur n'a atteint que 4,1% en 2005, poursuit Patrick Haas, 64% des entreprises ont dérogé des bénéfiques, contre 75% en 2000. La faute à une guerre des prix féroce entre les sociétés de gardiennage, qui représentent 5000 des quelque 7000 acteurs de sécurité en France. » Dans le lot, les entreprises multiservices s'en sortent mieux, ainsi que la télé-assistance avec une croissance de 14,5% de son chiffre d'affaires, la vidéosurveillance (+8,5%), la télésurveillance résidentielle (+7,1%) et le contrôle d'accès et l'alarme (+3,3%).

#### L'anti-terrorisme au centre des convoitises

Les entreprises qui se portent bien, il faut aller les chercher du côté de l'anti-terrorisme (+25% de croissance par an depuis 2001) et de la gestion des risques. Elles surfent sur l'abondance des réglementations sur la sécurité applicables aux infrastructures stratégiques (aéroports, ports, installations nucléaires, usines sensibles, bâtiments administratifs...), mais aussi sur l'internationalisation des activités des entreprises. « Le facteur déclenchant de l'essor de notre profession a été l'attentat contre un bus de la DCN (Direction des constructions navales) au Pakistan en 2003, explique Stéphane Gérardin, président de Geos, société spécialisée dans le management des risques et l'intelligence économique. C'est à partir de ce moment que les dirigeants ont pris conscience de leurs responsabilités juridique et pénale s'ils ne mettaient pas en place des mesures de prévention adaptées avant d'envoyer des salariés dans des pays à risques ».

A l'avenir, l'expansion de la demande va bénéficier aux entreprises de technologies. Le développement de l'Internet profite aux professionnels de la sécurisation des transactions électroniques ou de la lutte contre les attaques informatiques. Dans les télécommunications, l'usage des satellites et les besoins en systèmes de communication va grandissant. Pour le contrôle d'accès et l'identification des individus et des marchandises, le marché de la biométrie, qui ne représentait que 1,7 milliard d'euros en 2005, pourrait avoisiner les 5 milliards en 2008, sans oublier les systèmes d'identification par RFID... Des techniques de pointe qui, à l'avenir, vont faire changer de dimension les solutions sécuritaires proposées à tout un chacun.

ELODIE TOUSTOU-CHELIDZE ■

## EDITO

### Tant qu'il y aura des hommes...

**L**e 11 septembre 2001 a brutalement révélé aux sociétés occidentales qu'elles étaient extrêmement vulnérables. Que l'on pouvait y créer un désordre majeur avec des moyens réduits. Avec l'explosion des migrations internationales, du tourisme et des échanges commerciaux, la frontière entre sécurité intérieure et extérieure s'est aussi faite plus floue. Désormais, la sécurité est devenue tout à la fois un problème de société, un enjeu technologique mais aussi une réalité économique. Car la sécurité ne relève plus seulement du monopole de l'Etat ; elle a donné naissance à un marché aujourd'hui en plein essor. A côté de celui de la sécurité civile, s'épanouit celui de la protection des biens et des personnes. Des dispositifs anti-incendie aux équipements de protection, les entreprises développent, investissent et nourrissent le marché. Résultat, certes, des contraintes de la législation et des enjeux de la normalisation. Mais aussi d'une prise de conscience et d'un sens des responsabilités renouvelés au sein d'une économie qui place l'homme au cœur de ses exigences.

Franck Haufrecht ■

## « Bâtir une réflexion au service de l'action »

### REPÈRES

La prévention et la lutte contre les différentes menaces se traduisent par une réponse conjuguée sur les plans politique, humain et technologique. Pierre Monzani, directeur de l'Institut National des Hautes Etudes de Sécurité (INHES), en explique les enjeux.

#### Quelle est la vocation de l'INHES ?

L'INHES est un établissement public, rattaché au ministère de l'Intérieur et conçu comme un outil de travail interministériel, pluridisciplinaire et partenarial, pour penser la sécurité et mettre cette réflexion au service de l'action opérationnelle de la police, de la gendarmerie et des forces de sécurité et de défense civiles. Ses objectifs visent à bâtir une véritable stratégie nationale de sécurité. L'Institut forme aussi chaque année une centaine de hauts fonctionnaires, magistrats, militaires et hauts responsables du secteur privé.

#### Quel est l'impact économique des enjeux liés à la sécurité intérieure ?

Les activités économiques liées à la sécurité enregistrent depuis une dizaine d'années une progression notable dans les

PIB. Ainsi, la dépense publique en matière de sécurité s'élève, en France, à près de 17 milliards d'euros selon le projet de loi de finances 2007 qui comprend trois missions : sécurité, sécurité civile et sécurité sanitaire. Sans compter les dépenses des collectivités territoriales. Autre facteur majeur, l'innovation technologique qui produit un effet d'entraînement du marché de ce secteur. Plus l'offre est diversifiée, plus les solutions de sécurité envisagées sont multiples et tirent logiquement la croissance du marché. A titre d'exemple, la surveillance par moyens vidéo n'offrait il y a encore peu que des images, aujourd'hui les caméras de surveillance sont couplées à des logiciels interactifs détectant des mouvements suspects...

#### Comment se dessine le marché mondial de la sécurité ?

Il est estimé à environ 350 milliards d'euros, soit 150 milliards d'euros pour les entreprises américaines, 110 milliards d'euros pour les firmes européennes, 60 milliards d'euros pour l'Asie et 30 milliards d'euros pour le reste du monde. Sur les cent premiers groupes mondiaux de sécurité, on trouve 55 entreprises américaines, 10 allemandes, 7 britanniques, 7 françaises, 5 suédoises et 5 japonaises. Un

tiers de ce marché est contrôlé par les Américains, ce qui leur donne une puissance de nature à l'orienter. La première entreprise française dégage un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros quand la première entreprise américaine peut afficher un score de près de 10 milliards de dollars. Trois autres facteurs méritent d'être signalés : l'apparition de nombreuses start-up « high-tech » ; l'émergence de l'industrie chinoise qui passe du statut de sous-traitant à celui de concepteur de produits à prix hyper-compétitifs ; une volatilité grandissante liée à la concurrence mondiale et au phénomène de concentration inéluctable qui l'accompagne.

#### Quel rôle l'Etat joue-t-il sur ce marché ?

L'Etat n'est pas qu'acheteur. Le véritable rôle des pouvoirs publics est celui d'être producteur de droit sur l'usage des équipements, obligations de mise en œuvre, accréditation des formations. Car la normalisation technique et organisationnelle touche aux fondements même de la souveraineté de l'Etat de droit, des prérogatives de police, de la sécurité des personnes et du territoire et des libertés publiques en général. S'il est impensable de trahir les idéaux ré-

publicains de liberté pour des considérations uniquement mercantiles, il est tout aussi impensable d'être naïf en n'investissant pas la totalité des compartiments

du jeu économique auquel les normes techniques et juridiques appartiennent.

PROPOS RECUEILLIS PAR BETTY MAMANE ■



Pierre Monzani, directeur de l'INHES.

**LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE SYSTÈMES DE SÉCURITÉ EST ARRIVÉE.**

LA SCIENCE SANS LA FICTION... SYSTÈMES DE SÉCURITÉ PANASONIC I-PRO.

Équipée de la technologie IP la plus récente, la gamme i-pro de Panasonic propose des systèmes de sécurité résolument futuristes : des caméras aux logiciels, en passant par les encodeurs et les enregistreurs. Nos systèmes protègent vos installations des intrus, limitent le câblage et réduisent la fréquence des interventions de maintenance, ce qui vous garantit des coûts de fonctionnement considérablement réduits. Fort de notre expérience globale dans ce domaine encore peu structuré, nous sommes à même de vous offrir plus que la tranquillité d'esprit, avec le meilleur service de conseil possible.

Pour toute information complémentaire sur la gamme i-pro, appelez le +33 (0)1 55 93 66 80 ou visitez notre site Internet, [www.panasonic.fr](http://www.panasonic.fr).

**Panasonic**  
Ideas for life

LES CAHIERS DE LA COMPÉTITIVITÉ, datés du 11 octobre 2007, sont édités par l'Agence Média Thème, en partenariat avec MILIPOL, CIVIPOL et l'INHES.

Directeur de la rédaction : Franck Haufrecht - Rédactrice en chef : Betty Mamane. Rédactrice en chef adjointe : Laurence Beauvais. Ont participé à la rédaction de ce numéro : Carole Aiach-Soussan, Sandrine Allonier, Rebecca Assoun, Ophélie Colas des Francs, Bruno Ferret, Leah de Flandres, Anne Lejeune-Lorenzini, Alexia Tilly, Elodie Toustou-Chelidze - Secrétaire de rédaction : Elisabeth Marchand - Création : Ingrid Lhande. Maquettistes : David Garino, Hélène Renard - Directeur général : Laurent Nadjar - Directeur de la stratégie : Deror Sultan - Chefs de projet : Thibault Jean-Jean, Yoni Sabatier - Média Thème : 17, rue de Lancry 75010 PARIS - Tél. : 01 77 37 00 37 - [www.mediatHEME.fr](http://www.mediatHEME.fr) - Contact : [info@mediatheme.fr](mailto:info@mediatheme.fr) (La rédaction du Monde n'a pas participé à la réalisation de ce supplément)